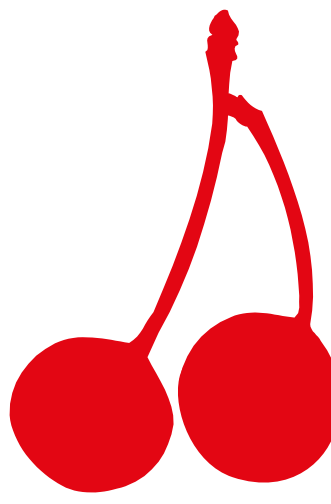




cerises

la coopérative

Ça peut servir !

La communauté de communes de l'île d'Oléron a institué une prime de 5 à 10 000 € pour encourager les propriétaires à louer sur 4 ans, à l'année, des logements thermo conformes. Depuis le début de l'année 40 logements ont ainsi basculé. Aux Sables d'Olonne, 2000 logements, selon le maire, se sont ainsi convertis en résidence principale.

Agenda militant

5 novembre à Rennes

6 novembre à Melesse

Liberté, égalité etc.

Chanson, théâtre et chœur battant.

Où va la démocratie ? L'homme fort reprend du galon un peu partout sur la planète avec son arrogance et ses propos qui divisent. Alors que faire ? La solution n'est-elle pas devant nos yeux, sur les frontons de nos écoles et de nos mairies ?

Cette création veut souffler sur les braises de ces trois mots ardents, mais qui sonnent souvent creux, pour qu'ils résonnent et nous inspirent encore. Liberté, égalité, fraternité ! Par le collectif d'artistes, Ensemble tout contre.

6 novembre à l'Institut d'Etudes Avancées d'Aix
Marseille Université :

8emes rencontres Arts utopie travail

[Programme](#)

[Synthèses](#) de l'ensemble des Rencontres

14 novembre de 13H30 à 17H30

Salle Eugène Hénaff 29 Bd du Temple Paris 3°

Le Tour de France pour la Santé organise le Procès des projets en santé de la droite et de l'extrême-droite

16 et 17 novembre 2026

Maison de l'Unesco à Paris

[Forum](#) sur les communs fonciers

De la colère à la question des finalités

La colère populaire est forte. Blocage des pêcheurs, appel à relancer le mouvement des Gilets jaunes, mobilisations des pompiers, de la Fonction publique... Les braises du mouvement social vont-elles enflammer le pays ? L'avenir nous le dira.

Le prix des carburants n'a jamais été aussi élevé. Pourtant Total réalise des bénéfices records. Cherchez l'erreur ! Les résultats publiés par Total Energies font état de 6 milliards de résultat net au deuxième trimestre 2026 et d'une politique de dividende en hausse de 5,9 %.

Il n'y a pas qu'à Total que les actionnaires se frottent les mains. D'un côté 61 milliards d'euros au 1^{er} semestre 2026, de l'autre l'angoisse du lendemain pour des millions de gens pour boucler les fins de mois.

Les choix du gouvernement sont critiqués, l'injustice fiscale est dénoncée, le sentiment d'impasse politique n'a jamais été aussi fort, et une majorité de gens s'est éloignée des partis. Lecornu présente un budget d'austérité et compte poursuivre exonérations de cotisations et aides aux entreprises qui majoritairement vont dans la poche des actionnaires.

Ça ne peut plus continuer comme ça, l'argent de nos impôts ne doit pas servir à grossir les dividendes. Et comme c'est notre argent, autant que ce soit nous qui décidions ! Commençons par les 211 milliards d'aides aux entreprises et exigeons qu'ils soient restitués pour les aides sociales et les services publics.

Derrière le prix des carburants, derrière les difficultés à boucler les fins de mois, derrière la défiance à l'égard des décisions gouvernementales, se pose une question beaucoup plus profonde : **pour quelle société voulons-nous organiser notre économie et pour quelles finalités ?** Depuis des années, les politiques publiques ont largement été construites autour de la croissance, de la compétitivité, de la consommation et de la rentabilité financière, autour d'un modèle qui encourage la consommation d'énergies fossiles alors même que le dérèglement climatique impose d'en réduire l'usage. Or ces choix ont une conséquence : ils tendent à faire supporter aux citoyens les coûts sociaux et environnementaux d'un système dont les bénéfices sont inégalement répartis. Le problème n'est donc pas seulement celui du prix à la pompe. Il est celui de notre dépendance aux énergies fossiles et, plus largement, de la place accordée aux intérêts financiers dans la définition des priorités collectives. Face à cette situation, **il faut permettre aux citoyens de participer à la définition des priorités.** C'est ici que la démocratie prend tout son sens.

• Daniel Rome

Exit Charles Sapin de France-Inter.... On prend !

Concernant l'audiovisuel public, une des premières mesures de Macron a été de supprimer la redevance audiovisuelle, réduisant ainsi les moyens pour un service public de qualité. Sur toute la chaîne de décision, Macron a placé ses proches pour soumettre l'audiovisuel public à ses choix politiques. La réforme concoctée par Rachida Dati en créant une holding visait à revenir au bon vieux temps de l'ORTF quand le pouvoir politique imposait sa manière de penser aux journalistes. Deux affaires récentes de l'audiovisuel public français posent question avec une particulière acuité. D'un côté, l'arrivée de Charles Sapin, directeur adjoint de la rédaction de *Valeurs actuelles*, comme éditorialiste sur France Inter - **mais ça c'était avant... grâce à l'action des personnels et des auditeurs et auditrices !** De l'autre, la suppression du replay de *La Grande Librairie* dans laquelle Adèle Haenel avait bénéficié d'une « carte blanche » et tenu des propos très critiques sur la situation à Gaza et l'attitude de la France. Céline Pigalle, directrice de France Inter, explique que la station doit être un lieu où les différences peuvent être entendues et confrontées. Nous rappellerons que le pluralisme ne consiste pas seulement à additionner des voix différentes. Il consiste aussi à donner à ces voix un statut, un contexte et des conditions d'expression. Un invité interrogé n'est pas un éditorialiste. Un contradicteur n'est pas un chroniqueur solitaire. Une interview n'est pas une tribune. Une émission de débat n'est pas la même chose qu'une parole individuelle diffusée régulièrement. Il nous semble important de rappeler que le service public n'a pas à être la chambre d'écho de l'extrême-droite et n'a pas à céder à leurs injonctions.

Combattre toutes les idées de haine et d'exclusion est le sens premier du service public.

● Daniel Rome

3 septembre 2026. violence devant le tribunal d'Auch contre les défenseurs de l'environnement pris comme bouc émissaire.

Bertrand Ventau, président national de la CR (Coordination Rurale) comparait devant le tribunal d'Auch le 3 septembre pour provocation publique, non suivie d'effet, à commettre un crime ou un délit pour ses propos : « *Les écolos, la décroissance, veulent nous crever, nous devons leur faire la peau* ». La CR a donc appelé nationalement à soutenir son président et à venir manifester sur les allées d'Étigny devant le tribunal.

C'était sans compter sur les résistants associatifs et syndicaux (Confédération Paysanne, Sud, Fsu,) venus accompagner les plaignants : France Nature environnement, les Amis de la Terre du Gers, Génération future pour clamer haut et fort : « **les paysans et paysannes ne sont pas les victimes des écologistes mais bien de l'agro-industrie, du libre-échange, des pratiques intensives qui détruisent le climat et nos communs ; eau, sols, biodiversité et notre santé** ».

Plusieurs parlementaires (Benoît Biteau, Sylvie Ferrer, Julie Ozenne et Christine Arrighi) ont rejoint la mobilisation place de la libération.

Après de très belles prises de paroles sensées, apaisantes, constructives pour un avenir durable, sous la banderole commune Écolos, Paysans, même combat, une délégation s'est avancée vers le tribunal, escortée (à sa demande) par des policiers et CRS.

C'est à coup de jets d'œufs pourris, de pétards et d'insultes que les plaignants et leurs soutiens ont réussi à pénétrer dans les murs salis du palais de justice. Le président du tribunal exprimera son exaspération face à ces actes d'intimidations et saluera le courage des victimes : plaignantes et parties civiles.

Cette violence et les tentatives d'agression physiques se sont exacerbées à la sortie du tribunal après que la justice ait requis une amende de 30 000 euros et un sursis. Les militants CR présents ont mis à exécution les menaces verbales de leur dirigeant en hurlant et en se ruant vers les soutiens dans un brouhaha de pétards de propos agressifs (*on va te crever!*), sexistes (*pute, salope...*) malgré la présence policière et une compagnie de CRS incapable de prévenir et de protéger les « écolos » de ces actions.

Personne ne doit être agressé pour se rendre au tribunal, c'est une atteinte aux libertés publiques, à la démocratie et à toutes les valeurs républicaines. Les associations, les syndicats et toutes les victimes de ce jour noir au cœur du Gers vont porter plaintes et demander des comptes sur la défaillance de leur protection.

Dans les champs du Gers il n'y aura pas de silence, ni de noms d'oiseaux mais des chants du vivant. Des paysans et paysannes continueront à résister au modèle mortifère de l'agro chimie par des pratiques agro écologiques en protégeant la santé de l'environnement et celle de tous les citoyens et citoyennes.

● Sylvie Colas Confédération Paysanne 32

"Naza" ou la nausée de Gaza

L'intelligence artificielle (IA) est un monstre froid. Son intelligence n'en est pas une et n'a rien d'artificielle. Peut-être que la terminologie "Idiotie Authentique" serait plus appropriée. Sa puissance de calcul et la combinaison de ses divers algorithmes suralimentés par toutes les informations collectées sur terre en fait un instrument redoutable, qui, en ce sens, ne peut pas être laissé entre les mains de n'importe qui.

Les journalistes et cinéastes israéliens Abraham Yuval et Rachel Szor, déjà auteurs du film documentaire "No Other land" en 2024, qui traite de l'occupation israélienne en Cisjordanie, récidivent cette année

avec un autre film documentaire intitulé "Naza". Leur premier film a déjà

remporté deux prix dont l'Oscar du meilleur film documentaire lors de la 97^e cérémonie des Oscars 2025 aux USA, alors qu'il n'est toujours pas distribué dans les salles de ce pays. Leur second film a, lui, déjà été présenté à la Mostra de Venise où il a remporté le prix spécial du jury en provoquant la plus longue ovation du public de son histoire avec 25mn d'applaudissements.

Il faut dire que le sujet a de quoi prendre aux tripes. Pendant

plus d'une heure, les réalisateurs mettent en scène des militaires ayant participé aux opérations à Gaza. Ceux-ci témoignent, notamment de l'emploi du système d'IA "Lavender" pour l'établissement automatique de listes de cibles, du „programme Homeland“ pour les interceptions téléphoniques et de la procédure "Where's Daddy" (sic), conçue pour localiser des suspects via les communications de leurs proches. Selon eux, les bombardements sont privilégiés la nuit, sur des domiciles privés, avec l'acceptation préalable de quotas précis de pertes civiles, les "Naza", issu des termes "nezek agavi": qui signifie pudiquement "dommages collatéraux". Ces quotas sont estimés à environ vingt "Naza" pour des cibles de rang inférieur et jusqu'à plus de dix fois plus pour des figures de premier plan. Le système est décrit comme présentant une marge d'erreur supérieure à 15 %, entraînant dans certains cas la mort de civils sans que la cible militaire ne soit effectivement atteinte. Dans d'autres cas, l'ordre a été donné de tuer dans une frappe jusqu'à 500 personnes dans l'espoir d'en atteindre une. Une source de l'armée israélienne a révélé : "Il m'est arrivé plusieurs fois d'attaquer une maison, mais la personne n'était même pas chez elle. Le résultat est que vous avez tué une famille sans raison".

Voilà à quoi sert l'IA quand elle est mise entre les mains d'un gouvernement génocidaire. Sans surprise, ce dernier a condamné le film en le qualifiant de "choquant, d'intolérable, d'antisémite et d'acte de trahison". Il est vrai que depuis le début de cette guerre, tout a été mis en œuvre pour cacher la vérité, mais les faits sont décidément têtus.



● JBL

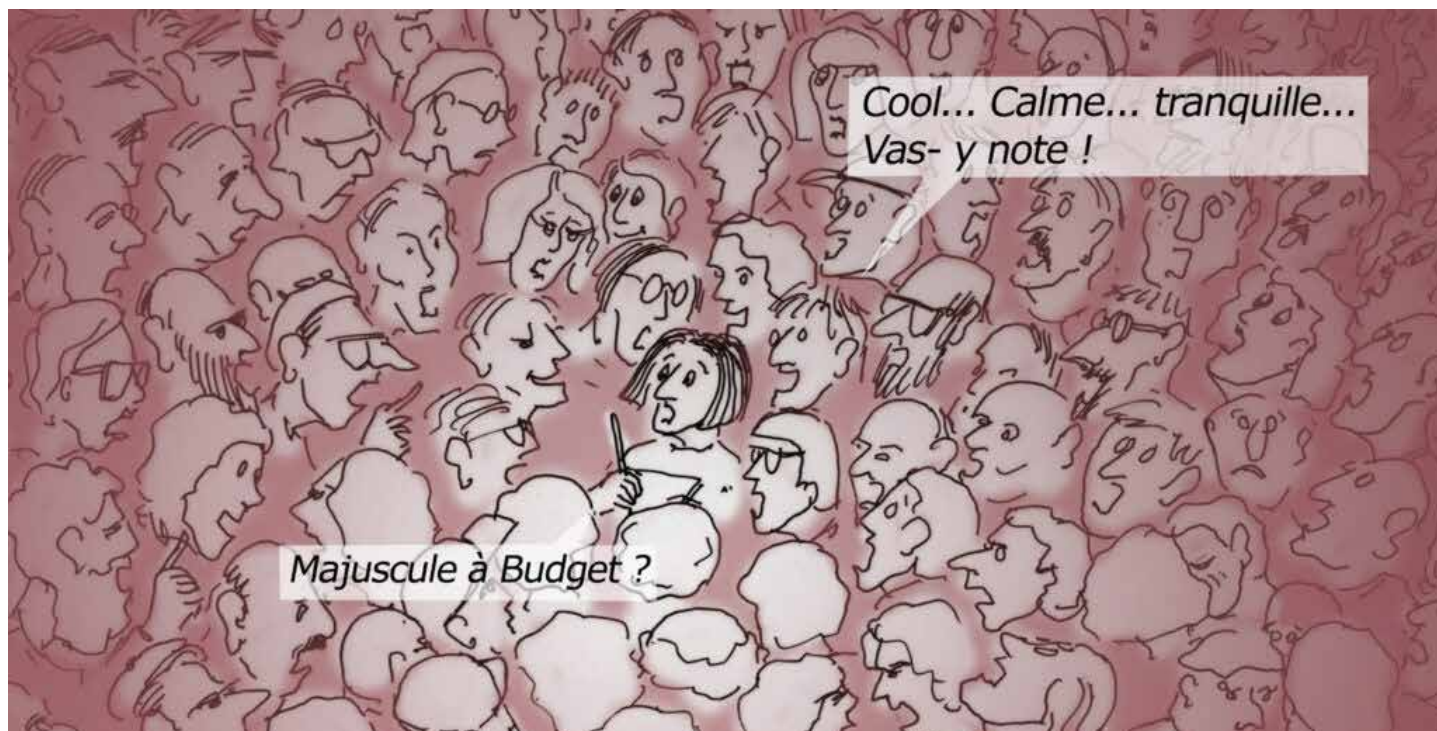


UN BUDGET POPULAIRE ? CHICHE !

Cerises a beaucoup apprécié l'appel lancé l'an dernier par la CGT et Solidaires : « C'est à la rue d'écrire le budget ». Cette année encore, le gouvernement prépare un budget d'injustice fiscale : il s'apprête à retirer des milliards d'euros aux retraités, aux malades, à l'écologie, aux services publics et à verser 211 milliards d'impôts des contribuables, soit un tiers du budget, aux grandes entreprises sans aucune contrepartie.

Dans le pays, une mobilisation sociale d'ampleur semble se préparer pour protester contre la vie chère et la stagnation des salaires. Face à l'énormité de l'injustice en cours, ne faut-il pas aller plus loin ?

Des millions d'hommes et de femmes pourraient se faire entendre : « C'est à nous de dire à quoi doit servir l'argent de nos impôts !... Les milliards détournés aux profits des actionnaires doivent retourner à la santé, à l'École, au logement, à la réindustrialisation du pays et à la bifurcation écologique ».



SORTIR LE DÉBAT BUDGÉTAIRE DU SEUL ESPACE GOUVERNEMENTAL ET PARLEMENTAIRE

Dans quelles conditions l'appel aux citoyens à construire eux-mêmes le budget peut-il ne pas rester une incantation et au contraire peut-il se traduire dans des actions immédiates ? Au cours de la table ronde organisée le 9 septembre par Cerises, les intervenants ont tenté de répondre à cette interrogation.

Christophe Prudhomme (médecin urgentiste) montre que dans le domaine de la santé l'affrontement entre les citoyens et les pouvoirs publics commence dès la définition des besoins.

Pour **Sylvie Larue**, il faudrait inverser la démarche syndicale dans l'éducation : au lieu de répartir une enveloppe déjà déterminée, chiffrer les besoins dans chaque établissement pour définir le budget à venir.

Pour **Pierre Zarka**, il ne s'agit pas seulement d'exprimer les besoins ou de dire « il faut faire payer les riches ». L'enjeu central est de faire en sorte que les citoyen.ne.s prennent conscience de leur force pour intervenir sur la question des moyens financiers.

Pour **Jean-Marc Llavori (FSU)**, nous devons déconstruire le discours dominant : des Etats déficitaires, cela existe depuis très longtemps ; le problème, ce n'est pas tant la dette, c'est la gestion de la dette.

Daniel Rome rappelle qu'en 2005, pour le référendum sur le traité constitutionnel européen, les citoyens s'étaient emparés d'un texte compliqué pour parvenir à un vote éclairé.

Vincent Drezet (ATTAC) note que dans la population la conscience de l'injustice fiscale et sociale a beaucoup grandi notamment depuis les Gilets Jaunes.

Patrick Le Tréhondat pense que les gens se sentiront plus en capacité de faire le budget si on part de l'expérience sociale concrète.

Selon **Josiane Zarka**, pour mobiliser, il vaudrait mieux tenir les deux bouts de la démarche : quelles finalités pour quels choix de société et comment ces finalités apparaissent réalisables et pour quel financement ?

Pour **Jean-Blaise Lazare**, un budget, c'est avant tout un choix de valeurs politiques.

Pour **Cyril Guiborat**, la convention citoyenne avec tirage au sort constitue une bonne amélioration de la démocratie. Avec l'augmentation de la productivité, on pourrait travailler beaucoup moins. Pourquoi ne pas inventer une journée citoyenne ?

● **L'équipe de rédaction**



PARTIR DES BESOINS

Vincent

Si on attaquait la question du budget par la question des besoins, ça concrétiserait un peu plus immédiatement les choses et on pourrait se servir des témoignages qu'on voit dans les enquêtes d'opinion et qui font apparaître un certain nombre de besoins.

On sait que le repli, la désertification des services publics mais aussi les déserts médicaux, etc. contribuent à nourrir le sentiment d'abandon et favorisent le RN. C'est avéré et donc la première question qui se pose, c'est comment définir ce qui doit relever de la sécurité sociale en partant des besoins et des services publics. Non seulement en terme de missions, mais aussi en terme d'accessibilité pour faciliter les grands principes.

Christophe

Sur les questions de santé comme sur les autres, qui définit les besoins ? Comment on organise le débat sur cette question ? Parmi les technocrates, il y a aussi des soignants et en particulier des médecins qui décident à la place de la population. Un exemple récent : le médecin Philippe Juvin qui est aussi député, explique qu'il faut fermer les hôpitaux de proximité parce que les médecins sont mauvais dans ces hôpitaux.

Or ce qui monte aujourd'hui comme expression des besoins de la population c'est : « Je veux avoir un médecin disponible qui me suive, qui prenne le temps de m'expliquer les choses... Je veux pouvoir avoir un hôpital à moins de trente min-

utes de chez moi avec un service d'urgence ». Sur la question des maternités, il y a un affrontement très clair entre la population qui souhaite le maintien des maternités de proximité et les pouvoirs publics qui expliquent, sans preuve scientifique, que pour des raisons de sécurité, il faudrait tout regrouper dans de très grands centres, des usines à bébé.

En fait, derrière, il y a simplement la logique financière. Ces objectifs ne sont pas des objectifs de santé publique, mais bien des objectifs de réduction des dépenses et une bascule organisée vers un système privé et un accès aux soins à plusieurs vitesses. Ce système existe déjà aujourd'hui, mais ils accélèrent sa mise en place.

Ces questions sont éminemment politiques. Tout dépend comment on organise le débat avec la population. Je pense qu'il faut déjà poser un certain nombre de principes, ensuite écouter et dire ce qui est possible, ce qui n'est pas possible. Ensuite on échange. Il peut y avoir des choses à corriger, à rectifier, on discute. **Mais il faut qu'on sorte des oukases, des pseudo experts. Pour moi qui suis médecin, le meilleur expert, c'est avant tout le patient.**

Sylvie

Je voulais intervenir sur deux points un peu plus pour cibler sur l'éducation nationale.

Mais pas seulement. Il y a un rythme syndical habituel, un rythme institutionnel dans notre militance syndicale : au mois de novembre ou décembre, on discute des budgets des établissements scolaires, on a une enveloppe et on décide comment on la répartit.

Puis en mars il y a ce qu'on appelle la DGH - la dotation globale horaire - et c'est pareil, on a une enveloppe et on essaye de se répartir les moyens et on essaye de gratter des trucs à la marge.

**Mobiliser en amont,
avant les décisions
budgétaires**

C'est le rythme dans lequel on est depuis des années.

Et on a du mal à inverser les choses, c'est à dire qu'en fait le budget est décidé, et ensuite il faut se répartir ce qu'on a.

Il faudrait qu'on arrive à inverser ce rythme d'activité syndicale et on a du mal à le faire.

C'est-à-dire à mobiliser en amont, avant les décisions budgétaires.

Je ne peux pas dire que les syndicats n'essaient pas tous les ans. Là, il y a une journée d'action le 29 septembre. L'idée c'est de mobiliser en amont sur le budget.

On n'arrive pas à faire ça. Or, là, on va être à nouveau dans un contexte où le débat budgétaire va durer. Ça fait plusieurs années que le débat budgétaire dure parce qu'il n'y a pas de majorité parlementaire.

Donc c'est compliqué pour le gouvernement et moi je trouve qu'on devrait, dans ce contexte-là de débats plus longs, utiliser le fait que cette fenêtre s'ouvre de manière plus importante pour essayer d'inverser les processus et de dire : « maintenant, il faut mener une bataille dans les établissements scolaires pour inverser le processus : **voilà de quoi on a besoin » et ensuite chiffrer dans chaque établissement scolaire les besoins pour définir le budget qui doit être adopté dans les mois à venir.** Je sais que ce n'est pas facile, parce que, à la rentrée, tout le monde a le nez dans le guidon.

Je pense qu'il serait intéressant d'essayer.

Pierre

On a tous dit qu'il fallait partir des besoins mais j'insiste sur le fait que le verbe « partir », ce n'est pas le verbe camper sur

les besoins. C'est à dire qu'on porte des besoins, mais pour aller au-delà : sur des solutions. Et que l'on ne conçoive pas les mouvements qu'on veut provoquer ou qu'on veut nourrir comme répétant des besoins, parce que tout le monde sait de quoi il a besoin. Mais qu'on soit davantage sur où prendre l'argent. ●



OÙ TROUVER L'ARGENT ?

211 Milliards !

Un livre Utile

Le chiffre de 211 milliards d'euros d'aides publiques aux entreprises s'est imposé dans le débat public.

C'est une première victoire, obtenue en mettant fin à l'opacité qui entourait ces dispositifs, et en bataillant face au haut-patronat comme à ses relais gouvernementaux, qui ont cherché – sans succès – à discréditer notre travail.

Au-delà d'un chiffre, je pense que ce sujet résonne car il symbolise un cap politique mortifère qui consiste à toujours réduire davantage le budget de nos services publics et de l'ensemble de nos dispositifs de solidarité tout en continuant d'arroser généreusement une partie du secteur privé en argent public.

Ce deux poids deux mesures suscite une colère légitime, largement partagée dans le pays : comment justifier l'octroi d'aides, sans contreparties sociales et environnementales, à des grands groupes qui versent des dividendes, polluent et licencient dans le même temps ?

Ce livre est une occasion de revenir sur mon expérience de la lutte politique au service de l'intérêt général, et il démontre une chose : les choix budgétaires n'ont rien d'une fatalité, mais procèdent de choix politiques qui peuvent être défaits.

La bataille ne fait que commencer !

● Fabien Gay

211 milliards, Révélation sur les aides publiques aux entreprises, Fabien Gay, Editions Albin Michel, Septembre 2026, 180 pages, 20 €



Vincent

Il faut des recettes publiques pour qu'il puisse y avoir action publique, notamment en matière de protection sociale. Sinon, ce sera entre les mains du secteur privé parce que les besoins augmentent. On sent qu'aujourd'hui il y a en gros deux écoles de pensée : ceux qui disent : « trop de gabegie » et ceux qui veulent faire contribuer les plus aisés, les multinationales de manière plus ou moins symbolique. Il y a une conscience dans la population qui dénonce l'injustice fiscale et sociale qui va croissante. Cela nous renvoie aux gilets jaunes et à leurs trois revendications historiques : **je veux avoir la parole avec un référendum d'initiative citoyenne, il faut lutter contre l'évasion fiscale et il faut le retour de l'impôt sur la fortune.**

Josiane

L'idée de « faire payer les riches » a beaucoup progressé mais l'objectif de les « taxer », qui est parfaitement juste sur le fond, peut apparaître comme peu accessible et incantatoire. **Le problème c'est que toute la gauche reste sur l'objectif de « taxer les riches » sans aborder la question du « comment faire » : qu'est ce qui est réalisable tout de suite ? quelles actions entreprendre ?**

Dans ce cadre, il y a un angle d'attaque qui me paraît plus populaire et opérationnel surtout dans le cadre budgétaire : ce sont les 211 Milliards d'impôts, soit un tiers du budget de la nation, attribués chaque année aux grandes entreprises sans contreparties. Cet argent appartient aux contribuables, il est dans les caisses au moment du vote du budget ; ça paraît plus réalisable tout de suite d'exiger son utilisation pour financer les besoins plutôt que d'exproprier les riches, même si on en a très envie.

Daniel

Sans alourdir le débat, la question des Français, c'est l'égalité devant l'impôt, donc faire payer les riches, c'est poser la question de l'égalité devant l'impôt.

Pierre

J'ai déjà insisté sur le fait qu'on parte des besoins, mais pour aller au-delà : sur des solutions, sur où prendre l'argent.

En l'occurrence aujourd'hui, on sait que la plus grande part de nos impôts (211 milliards) va au CAC 40 au lieu d'aller aux services publics. Il suffirait d'obtenir un vote au Parlement pour remettre les choses à l'endroit. Ajoutons les 30 Milliards de fraude fiscale et les dividendes qui ne sont pas imposables et ne cotisent à rien.

Jean Blaise

On entend souvent l'excuse qui dit « qu'il n'y a plus d'argent ». Ben oui, mais il n'y en a pas, parce qu'on n'en a pas mis. On n'a pas réparti les recettes de manière à considérer que le soin ou l'éducation ou un autre poste était quelque chose de primordial. **A chaque fois qu'on propose un budget, les choix faits traduisent les valeurs politiques de leurs auteurs.**

Vincent

Quand on dit taxer des riches, on sent que ça répond à un profond besoin. Une grande partie de la population dit que ce n'est pas possible que les ultrariches payent proportionnellement moins que nous.

Jean Marc

Les dirigeants de l'Etat font en sorte de calmer le jeu pour que la population suive en faisant peur avec la dette, ou on fait croire qu'il va falloir forcément un budget d'austérité. **Donc nous on a à déconstruire ces discours-là** en expliquant que les déficits ça existe depuis très longtemps. **Les états sont déficitaires, mais le problème, ce n'est pas tant la dette, c'est la gestion de la dette et la dépendance vis-à-vis des banques,** ce n'est pas tout à fait la même chose. Ce n'est pas parce qu'un état est endetté qu'il n'a pas la possibilité de mettre l'argent là où il faut. On sait qu'il va falloir mettre plus d'argent dans les services publics, dans la fonction publique, dans ce qui fait sens commun.



Les libéraux nous parlent du modèle social, mais ce sont eux qui le démolissent. Ils disent qu'ils essaient de préserver quelque chose, ils ne préservent rien du tout. Ils ne servent que des intérêts individuels. Les 211 milliards dont quelqu'un a parlé, c'est de l'argent qui est donné directement des poches de l'état dans les poches du patronat ou des ultra riches, c'est une catastrophe, on ne peut pas avoir un fonctionnement pareil.

Pierre

Le problème est de ne pas se contenter de dire « il faut faire payer les riches » cela, tout le monde le dit. **L'enjeu est de permettre aux citoyen.ne.s de prendre conscience de la force que leur donnerait de sortir de la norme qui veut que l'on soit citoyen juste le temps passé dans un iso-loir pour désigner qui sera notre maître.** A propos d'infos données sur le budget, Lecornu a parlé de « fuites ». Comme si les citoyens n'avaient pas à être informés ! Alors que l'Etat n'a pas d'argent à lui, il ne fait qu'administrer l'argent des contribuables et du travail.

Pour démarrer une nouvelle manière d'être, on peut envisager de sortir tout de suite de l'expectative en se saisissant de l'affaire des 211 Milliards de nos impôts et à exiger un autre vote du Parlement. Cela contribuerait à sortir du sentiment d'impuissance et à franchir la limite qui nous sépare du « pouvoir-faire » citoyen. Des rencontres publiques peuvent être un démarrage. ●

ÉLABORER LE BUDGET : TOUS CAPABLES

La démocratie se construit avec les gens

Cyril

Dans le village juste à côté de chez moi, dans l'Yonne, il y a un gars qui avait été tiré au sort pour la convention citoyenne pour le climat. J'ai commencé à organiser et animer des moments de rencontre avec lui. Il nous présente le processus, puis il nous écoute et on débat avec lui. On a fait plusieurs rencontres, c'était super intéressant. C'est un processus perfectible auquel je crois pas mal. Je trouve que c'est un compromis entre la démocratie directe à laquelle j'aimerais tendre, et la démocratie représentative. J'ai un côté citoyen qui s'intéresse à beaucoup de choses et qui mûrit ses réflexions, qui prend le temps d'écouter, de réfléchir et débattre, de changer parfois d'avis.

Pourquoi ne pas essayer d'imaginer une convention citoyenne du budget, voir qui financerait ça, ce sont quelques millions à débloquer, et de l'organisation. On a énormément de machines, on a énormément gagné en productivité, pourquoi est-ce qu'on ne travaille pas beaucoup moins ? Et pourquoi on n'utilise pas plus notre temps restant, plutôt que de le mettre sur des choses inutiles, pourquoi ne pas se dire on invente une journée citoyenne dans la semaine, un jour un peu comme le dimanche a été férié pour des raisons religieuses. Je suis allé plusieurs fois sur des marchés, dans le coin à la campagne, à Charny, il y a plusieurs années, j'avais un tableau d'expression sur lequel je mettais un gros sujet d'expression avec quelques petites sous questions et j'y allais vraiment avec une curiosité pour les gens et les gens adoraient ça. **En fait, il y avait toujours plein de monde qui venait dire son avis, parfois pas écouter, mais déjà donner son avis, puis revenir la semaine d'après etc. Il y avait des petits groupes qui se lançaient comme ça, il y avait vraiment une envie de discuter.**

Pourquoi ne pas essayer d'imaginer une convention citoyenne du budget ?

Jean-Marc

Je voulais intervenir justement sur les consultations citoyennes. C'est effectivement pour nous, enfin, en tout cas pour moi, un levier important. Il faut que chacun et chacune puisse être considéré-e comme étant en capacité d'apporter sa pierre à l'édifice. Tous les avis des un-es et des autres sont à prendre en compte. **Le souci c'est ce que certains politiques en ont fait.** Comme quand on fait une consultation citoyenne et qu'on enterre les dossiers, parce que ça ne va pas dans le sens des choix politiques aux manettes. Comme les cahiers de doléances. Les contenus sortent très tardivement parce que - soi-disant - ce n'était pas exploitable. En fait, c'est la question du contenu qui ne correspondait pas aux attentes politiques de ceux qui sont au pouvoir. Malgré tout, il faut remettre la population au centre des choses.

On a une partie des gens qui serait en capacité de prendre des décisions avec des perspectives d'avenir ou en tout cas, des choses un peu plus engageantes, mais qui, du coup, ne sont pas au pouvoir ou en tout cas, ils n'ont pas la possibilité de le faire. On est dans des logiques élitistes.

Les gens comprennent qu'on ne peut pas vivre dans une société que de spécialistes. On doit être acteur de ce qu'on vit. On ne peut pas juste se contenter de regarder et de subir sans rien dire.

Mais il faut aussi qu'on offre des perspectives, on doit aussi expliquer qu'il y a des choses qui sont faisables. Pas de façon forcément toujours très compliquée. C'est une question de choix politiques.

Tout ne se résout pas par le vote. Il faut échanger, discuter, montrer que ce n'est pas que l'affaire des spécialistes. **Certes un budget de l'état, ça ne se gère pas comme le budget d'un ménage, mais ça ne veut pas dire que c'est incompréhensible et que c'est inaccessible.**

Il y a des leviers qui ne sont pas si difficiles que ça à comprendre, à mon avis.

Les conditions d'une véritable construction citoyenne

Daniel

Il ne s'agit pas de demander à chacun de maîtriser les mécanismes de la comptabilité publique. Les citoyens sont capables de définir leurs besoins et les priorités qu'ils

souhaitent voir inscrites dans la loi de finances, à condition de disposer d'une information accessible, transparente et contradictoire.

Rien ne doit se faire dans la vie politique et sociale sans une intervention citoyenne. Comment ??

Cyril et d'autres ont tracé quelques pistes, notamment avec la Convention citoyenne. À Montreuil au moment du mouvement des gilets jaunes, il y avait de sacrés débats tous les soirs sur les places où des choses extrêmement fortes se sont élaborées collectivement, des revendications, des besoins et les contours d'une autre politique se sont construits collectivement.

On pourrait imaginer des conventions citoyennes, des assemblées locales, des conférences territoriales, des consultations numériques et des débats publics qui pourraient permettre de dégager quelques grandes priorités nationales et aussi locales pour construire les budgets des communes, des départements et des régions et aussi définir les orientations concernant le budget de la Sécurité Sociale. **Rappelons qu'à l'origine, la loi initiée par Ambroise Croizat a confié la gestion de la Sécu aux travailleurs eux-mêmes. Mais la Bourgeoisie n'accepte pas que le peuple décide de ce qui est bien pour lui.**

Alors je ne dis pas ça pour dire « on jette aux orties les partis, les syndicats », on en a besoin, mais ça veut dire aussi que les partis et les syndicats doivent à partir de cette démarche irriguer leur activité.

Aujourd'hui, on décide de faire des autoroutes qui sont un contresens écologique. Les élus décident dans les Pyrénées de fermer l'hôpital de Tarbes et l'hôpital de Lourdes pour en construire un nouveau à Lanne. On ne tient pas compte des 30 000 signatures de pétition pour proposer d'autres solutions et les élus n'en font qu'à leur tête, donc on a une coupure, une cassure entre une fraction des élus et l'ensemble de la population. **Mais il faut aussi que les syndicats, les partis politiques réfléchissent autrement et qu'on gagne à ce que les décisions soient prises collectivement, c'est-à-dire faire vivre l'autogestion à une grande échelle.**

Josiane

Quelles sont les conditions pour que les citoyens se sentent capables de se mobiliser pour construire le budget ? Il faut bien tenir les deux bouts de la démarche : la définition

La démocratie directe, un scandale ?

La rencontre entre le ministre de l'Intérieur et les organisations syndicales des pompiers n'a pas débouché sur grand-chose. Sans surprise. Unitairement, les syndicats du personnel des Services départementaux d'incendie et de secours (SDIS) appellent à l'action à compter du 26 septembre. Mais un point a fait scandale à l'occasion de la réunion du 13 août : elle a été enregistrée et retransmise, en direct et a posteriori un bref moment. Un scandale, si on en croit les réactions du ministre et d'autres défenseurs du secret des négociations.

Ce n'était pas autorisé ? Certes, cela s'est fait sans aval ministériel. Mais tout le monde sait que le gouvernement, les patrons, les directions d'entreprise refusent toujours que les discussions avec les organisations syndicales soient enregistrées, filmées, mises intégralement à disposition des salarié-es concerné-es. Si le seul problème est l'absence d'autorisation, alors organisons cela pour l'avenir ! Chiche ?

Su le fond, cet épisode remet à l'ordre du jour la question du contrôle des négociations ; non par défiance de principe vis-à-vis des syndicalistes, mais parce qu'il est sain que tout le monde puisse savoir exactement ce qu'il se dit, comment ça se passe, quelles réponses sont données ou non, etc. Cela vaut pour les « grandes négociations » comme pour des discussions locales. Les représentant-es mandaté-es par leurs collègues n'ont rien à cacher. Les gouvernements et les patrons si ?

L'histoire ne se fait pas toujours et partout co-mme aux chantiers navals de Gdansk en août 1980¹, mais la démocratie directe est toujours et partout d'actualité ! Placer des négociations sous le contrôle des travailleurs et des travailleuses, de la population, ce n'est pas un scandale, c'est une mesure de salubrité publique en matière de démocratie !

• Christian Mahieux

1. A Gdansk, les grévistes organisèrent la retransmission par haut-parleurs et l'enregistrement des négociations avec les représentants du gouvernement polonais, leur diffusion à travers les autres entreprises, ce qui contribua à l'extension du mouvement et à sa dynamique autogestionnaire. Voir notamment *Pologne : combats pour l'autogestion. Solidarnosc (1980-1981)*, éditions Syllepse, 2023.



<https://tinyurl.com/3m4ppnpx>

des finalités, c'est-à-dire quelle société on veut financer, et comment on met ces finalités à la portée des gens, c'est à dire comment elles apparaissent réalisables. Je trouve que c'est surtout le second aspect qui pose problème.

Une des conditions du déclenchement de larges mobilisations au-delà des cercles militants, c'est que les objectifs apparaissent à la portée du « pouvoir faire » des gens. Les citoyens peuvent être d'accord avec les finalités mais considérer que dans l'immédiat, elles sont hors de portée. Un référendum d'initiative citoyenne pourrait-être organisé sur l'utilisation de ces 211 MD ainsi que sur la dette. Cette initiative permettrait aux citoyens de passer à l'acte pour exiger que leur argent finance leurs besoins et ceux du pays et non ceux des entreprises du CAC 40 et les marchés financiers.

Vincent

Réduire le temps de travail, c'est une vraie question aujourd'hui pour inciter à avoir une vie citoyenne. J'ai été syndicaliste, donc j'ai eu des autorisations d'absence dans mon métier pour participer à la vie de mon organisation syndicale.

Comment on organise une nouvelle représentation sans forcément abandonner l'idée de la représentation ? C'est une question qui avait été posée dans les conventions citoyennes, c'est une question qui se pose dans toutes les organisations, même des collectifs, à un moment donné. Qui organise le débat ? Qui va mettre en œuvre des décisions, etc ?

Une citoyenneté pleine et entière

Pierre

Oui, prendre du temps. Il y a des assemblées générales pour protester. **Pourquoi on ne fait pas des assemblées générales prise sur le temps de travail pour s'informer sur où on peut trouver l'argent ? Il faut oser déplacer le centre de gravité. Le rôle des citoyens.** La définition de la citoyenneté n'est pas d'aller déposer des textes au guichet de réclamation. C'est d'essayer de dégager des solutions. Ça, ça s'appelle la citoyenneté. Sinon on n'est citoyen que le temps passé dans un isolement.

Patrick

Il y a la nécessité d'un mouvement d'éducation populaire sur la question du budget pour permettre une compréhension commune, et un apprentissage de ce qu'est le budget de l'État, parce que l'Etat, c'est quand-même un monstre, très compliqué à comprendre du point de vue de ses rouages. **Le budget est une chose trop sérieuse pour le laisser à des parlementaires, dans une démarche délégataire.**

Daniel

En 2005, Chirac, président de la République, décide de faire un référendum sur l'adoption du traité constitutionnel européen. Les gens se sont vraiment emparés du texte pour faire un vote éclairé.

Je crois aussi que la bataille pour une démocratie, c'est aussi réduire le temps de travail pour permettre vraiment une implication citoyenne.

Il ne s'agit pas de prétendre que la démocratie participative résoudra toutes les difficultés. Il faudra organiser le débat, garantir la représentativité, rendre les données compréhensibles, éviter les effets de groupe et accepter la confrontation entre des intérêts parfois contradictoires. Mais c'est précisément le rôle de la démocratie : organiser pacifiquement le désaccord afin de construire des choix communs.

La loi de finances ne devrait donc pas être seulement le résultat d'un dialogue entre Bercy, le gouvernement et le Parlement. Elle devrait être précédée d'un grand débat sur la société que nous voulons construire. Car derrière les chiffres du budget se trouve toujours une question beaucoup plus fondamentale : quel avenir voulons-nous financer ? Et cette question-là ne devrait pas appartenir aux seuls experts ou aux seuls gouvernants. Elle appartient à tous les citoyens.

Cyril

Et juste pour donner un ordre de grandeur (il faut vérifier les chiffres), en calcul grossier, ça coûte dix fois moins cher de faire une convention citoyenne du budget que de payer tout le système actuel d'élaboration du budget de l'état. ●

PLUSIEURS CONTRIBUTIONS EN LIGNE SUR LE SITE DE CERISES ONT ALIMENTÉ LES DÉBATS DE NOTRE TABLE RONDE

Bernadette Bouchard remercie Cerises de poser cette problématique : « Quand on dit "budget" on voit des comptables, des "sachants" et nous pauvres petites gens nous nous taisons par peur de "dire des bêtises" ».

Pour **Daniel Rome** notre démocratie souffre moins d'un manque de débats que d'un sentiment croissant d'impuissance. Ainsi pour **André Pacco** et **Pierre Zarka** la volonté de contribuer à construire le budget s'exprime en fait constamment, comme le montre actuellement les mouvements des pompiers, celui contre les violences sexistes et sexuelles et de la fonction publique et hospitalière qui expriment les besoins et propositions des citoyens. Comment aller plus loin, et définir à quoi doit servir notre argent ? Il ne peut pas servir à la fois les actionnaires, la finance et répondre aux besoins du pays ». Partis, syndicats, associations sont interpellés pour contribuer davantage à cette expression citoyenne.

Patrick Vassallo, Sandra Demarcq et Linda Sehili font remarquer qu'il ne suffit pas de poser l'exigence de « faire le budget dans la rue » et s'interrogent sur comment faire pour que ça ne reste pas une incantation ? L'élan de Porto Allègre

s'est essouffé mais reste vivace. Aujourd'hui, environ 450 collectivités locales organisent des budgets participatifs. Mais on peine à mobiliser au-delà des cercles militants.

Cyril Guiborat s'interroge : « Faire le budget dans la rue » comme le propose Sophie Binet, est-ce que ça veut dire créer un rapport de force pour faire entendre nos revendications aux parlementaires ou ça veut dire une véritable élaboration collective ?

Pour **Youlie Yamamoto** le budget n'est pas d'abord une affaire comptable, il reflète des choix politiques. Contrairement à ce qu'on voudrait nous faire croire, les moyens financiers existent pour satisfaire les besoins des citoyens et du pays mais les gouvernements successifs les ont détournés volontairement de ces objectifs.

Le déficit budgétaire ne vient pas d'un excès de dépenses sociales mais d'une perte de recettes organisée depuis 30 ans au profit des grandes entreprises et de la finance.

Christophe Prudhomme, Josiane Zarka, et Jo Sallan pensent que le pouvoir s'emploie à casser le principe

qui fait la force du système actuel : la mutualisation des moyens de tous/tes au service de tous/tes. En autorisant les grandes entreprises à ne plus payer leurs cotisations, ils ont sciemment privé la sécu de 80 milliards.

Pour **Makan Rafadjou** il faut commencer par la définition des finalités avant de réfléchir aux moyens nécessaires à leur mise en œuvre. Un budget pour quels choix de société ?

Alain Lacombe invite à sortir de la confusion entre dépenses de fonctionnement et dépenses d'investissement pour sortir des discours alarmistes sur la dette. ●

De la suite dans les idées...

Une réaction au dossier ?
Des nouvelles propositions pour créer les conditions d'une construction citoyenne du budget ?
Des initiatives d'élaboration d'un contre-budget populaire ?

Ecrivez à Cerises la coopérative : contact@ceriseslacooperative.info



Séquences d'une vie militante

Nos révolutions publie [quelques bonnes feuilles](#) de l'autobiographie de Michel Duffour, militant et dirigeant du Pcf, ancien ministre du patrimoine. Ce texte, non édité à ce jour, met en lumière quelques passages, significatifs d'un communiste resté fidèle à ses fondamentaux, lucide dans la critique, pragmatique dans l'action et soucieux d'exercer quand il en a eu, des responsabilités dans une démarche qui soit « utile aux gens » et qui fasse sens.

On retrouve cette vivacité du débat d'idées dans l'affrontement avec la droite, les combats électoraux (en Ile-de-France) comme dans la vie du parti et sur le terrain. M. Duffour s'exprime sans fard. Les questions scolaires et d'éducation sont disséquées. Mai 68 évoqué ici aurait sans doute mérité une analyse -bien qu'ébauchée- plus incisive de l'incompréhension qu'a commis le PCF. Son bilan des années 81 est stimulant. L'émergence du fascisme, évidemment, le « secoue ».

En retraçant (jusqu'en 2006) son parcours de communiste, l'auteur fait ici œuvre de transmission. Une trajectoire utile à connaître.

● Patrick Vassallo

Séquences d'une vie militante, Michel Duffour, 2022, 252 p., édition numérique à demander à michel.duffour1@gmail.com



Du pied gauche

Dessinateur pigiste au Canard, Lara livre ici une BD qui balaie devant les portes de la gauche depuis avril 2022. Quelques planches par séquence, la galerie des partis et de leurs chefs à plume offre un joyeux (...) panorama de la désunion, des égos et des fossilisations. Joyeux parce que le ton général n'est pas à la pleurnicherie sur les états d'âme de la gauche, les dérisions de ses protagonistes et les inconséquences (encore que) de ses porte-parole. Les petites phrases qui ouvrent l'album sont édifiantes.

Si JLM est « gentiment » brocardé, les écolos en prennent pour leur compte. Sans parler des grands partis de gouvernement de Faure et Roussel.

On sourit aux évocations des AMFIS, de la fête de l'Huma. On rit jaune (c'est le cas de le dire) quand apparaissent les Gilets Jaunes. On appréciera la représentation de l'Assemblée nationale, du ballet parlementaire et de la NUPES. L'album n'oublie pas les fortes mobilisations sur les retraites, les enjeux écologiques ou l'école privée, toute une partie mettant en perspective 30 années d'échecs et de renoncement face à la droite. Il rappelle la Résistance et la Libération, évoquant plus largement la « tradition rebelle » du peuple français... et ses limites. Un regard, exact, lucide. Si le PS se fait étriller sans outrance, le rappel des communards et du début du mouvement ouvrier interpelle les lignes de constance de la gauche, et, en creux, ses déraisons. Un bel ouvrage.

● Patrick Vassallo

Du pied gauche, Lara, Dargaud/Charivari, mars 2026, 160 p., 21,50€, numérique 13,99€



Fuck la planète

Un documentaire hautement documenté aussi glaçant que révoltant. Rappels de scientifiques engagés et images d'archives montrent comment le dérèglement climatique ne relève nullement d'un oubli ou d'une passivité. Il procède de dénis répétés depuis le XIXème siècle, et de décisions conscientes de financiers, industriels et politiques depuis l'après-guerre et l'émergence du souci écologique comme fait de société s'imposant dans les débats politiques. Plus les faits sont avérés, les crises s'aggravent et les désastres impactent la vie des populations et suscitent des mobilisations citoyennes, scientifiques et même institutionnelles (COP), plus d'énormes moyens sont mobilisés pour faire du lobbying auprès de politiques bien perméables. En toute connaissance des causes et en toute impunité les prédateurs climatiques se font marchands de doute pour polluer les esprits en contestant les réalités les mieux établies, vérifiées et « normalement indiscutables »! Autant que l'état de la planète, ce documentaire pointe l'état désastreux de nos démocraties quand l'opacité politique va de pair avec une fausse transparence du débat public, qu'une emprise des consciences rend équivalents la réalité et son déni, et évite qu'aucune révolte ne mette fin à l'ordre marchand mortifère.

● Makan Rafatdjou

«Fuck la planète» série en 3 épisodes de Jean-Robert Viallet assisté de Jean-Baptiste Fressoz, Arte, jusqu'au 07/04/2027. On peut poursuivre avec «Tchernobyl, anatomie d'une catastrophe» également en 3 épisodes sur Arte, rappel des dangers plus que durables du nucléaire, alternative miraculeuse décarbonée et «verte» aux énergies fossiles !!!



La solitude des professeurs est infinie

Ce titre m'a tout de suite rappelé mon vécu de prof et pleins de moments de ma vie d'enseignant sont revenus à la surface. Déjà les mots dans le titre Solitude et infinie m'ont laissé dans un abîme d'interrogation. Oui ! l'enseignant est vraiment seul devant sa classe. Et la difficulté à partager avec les collègues nos moments de doute, d'incertitude de difficulté est parfois infinie. Yannick Haenel a transposé dans le personnage sa propre expérience d'enseignant dans un collège de banlieue. Le roman est mêlé de réflexions sur ce qu'est la transmission des savoirs et sur une institution en crise que le pouvoir macronien a contribué à mettre en grande difficulté. Le roman évoque aussi l'enthousiasme des jeunes professeurs avec l'idée du TOUS Capables. Il évoque l'apprentissage d'un poème, séquence largement inspirée de l'Éducation Nouvelle. L'originalité du livre tient au fait que ce n'est pas un simple témoignage. La solitude du professeur n'est pas seulement celle d'un individu isolé dans sa classe. Elle est une solitude existentielle. Solitude du métier : les classes difficiles, la violence, l'administration pas toujours à la hauteur, la fatigue, mais aussi ces moments rares où quelque chose se produit entre un professeur et ses élèves. Pour Haenel, enseigner le français consiste à faire éprouver la puissance de la littérature. Alors la littérature devient une possibilité d'évasion, de transformation de notre imaginaire vers la lumière.

● Daniel Rome

La solitude des professeurs est infinie, Yannick Haenel, Gallimard, 320 p., 21,50€



La grande évasion

Livre à 80 voix qui représentent 256 auteur-rices, qui quittent les éditions Grasset, ces livres à couverture jaune que nous dévorons... le manifeste est publié par Buchet/Chastel. C'est un manifeste à la fois contre l'éviction de P. Nora de Grasset par V. Bolloré et pour défendre la culture mise en danger face à une vague réactionnaire. Pour une lectrice ou un lecteur, il est émouvant de lire côte à côte A. Berest, S. Chalandon, L. Chalumeau, M. Darrieussecq, L. Adler, P. Claudel, A. Sinclair, V. Springora... et 72 autres, des écrivains célèbres et d'autres moins, qui s'interrogent sur leur statut d'auteur-riche, leur non droit illustré notamment par les limites de la clause de conscience, et leur précarité, contrairement à l'invective de « caste privilégié » lancée par Bolloré.

Auteur-rices aussi différent-es les un-es des autres que les catégories sociales dans la société, et dont le travail se joue de manière nécessairement individuelle et solitaire ; mais réunies par une même appartenance en un collectif de résistance passant du je au nous !! Auteur-rices qui expliquent qu'une maison d'édition comme Grasset c'est leur maison, « rue des Saints Pères, j'y suis chez moi, c'est une chambre à soi » écrit M. Jan-Ailleret) au sens du refuge et du chez soi et qu'un éditeur c'est beaucoup plus qu'un éditeur !!! Auteur-rices qui se réunissent sur la péniche Rosa Bonheur (tout un programme !) pour résister ensemble à l'instigation de 5 femmes véritables « spice girls ». Où on apprend avec plaisir la création des éditions Pierre Nora !! Bravo !! Bref un livre à lire et une lutte à suivre.

● Bénédicte Goussault

La grande évasion, Collectif des États Généreux, 80 Auteur-rices, Éditions Buchet/Chastel, septembre 2026, 20 €



Territoires en résistance

Avec plus de 700 collectifs en lutte, la France foisonne de mobilisations pour défendre les milieux de vie contre les projets socialement et écologiquement désastreux. Sont analysées dix exemples de « victoires méconnues » entre 1972 et 2025 dans des territoires très divers confrontés à des projets très différents mais relevant des mêmes logiques technocratiques, financières, productivistes, inégalitaires et topophages ne répondant à aucune demande ou besoin local, et tendant à s'imposer de force au détriment de la qualité de vie des habitants. Ces enquêtes de terrain des sociologues et socio-anthropologues, menées avec le soutien de la plus ancienne revue écologiste de France (Silence) et l'aide d'associations et collectifs locaux, montrent la « routine écocide » des pratiques d'aménagement, et la longue histoire des résistances. Sont regardés à la loupe leurs modes d'organisation, et leurs « après-victoire », ce que ces mobilisations apportent aux habitants, en tant que catalyseurs de changements plus importants dans les sociétés locales. Face à l'accélération des déstructurations écologiques, les autrices voient dans cette visibilité l'occasion d'une remémoration permettant d'irriguer de nouvelles luttes, et d'élargir le champ de l'écologie politique en voyant combien la formation « d'alliances improbables » conditionne ces victoires et marquent durablement les mentalités.

● Makan Rafatdjou

Territoires en résistance, Comment des collectifs locaux font capoter des projets écocidaux, Gaëlle RONSIN, Gabrielle REY, Juliette Piketty-Moine, Editions Payot, 205 p., 2026, 18 €

JACK LONDON¹ : LE SOCIAL À L'ÉPREUVE

Au moment où s'organise le mouvement ouvrier naissant, où émerge une « littérature prolétarienne », Jack London a ancré son travail dans les réalités populaires. Il s'adresse explicitement aux « **populations bien pensantes et innocentes** ». Journaliste du social, romancier qui publie en épisodes dans les journaux de l'époque, il reste une référence. Quelques années avant la création des partis communistes, alors que gronde la 1^{ère} guerre mondiale, désespéré par la lâcheté de la social-démocratie, Jack London meurt d'urémie en 1916.

Daniel Rome ouvre sa fenêtre sur *Martin Eden*, Alexandra Pichardie exerce sa vigilance sur « *La peste de vos deux maisons* », Patrick Vassallo s'ouvre au *Peuple de l'Abîme*.

1. <https://www.nationalgeographic.fr/histoire/2020/02/jack-london-une-vie-aussi-palpitante-que-ses-livres>
https://fr.wikipedia.org/wiki/Jack_London

MARTIN EDEN



Martin Eden un roman particulièrement riche pour inviter la question sociale à s'asseoir autour de la table, car Jack London y raconte à la fois l'ascension intellectuelle d'un homme issu du monde ouvrier et la découverte progressive des mécanismes de classe, de domination et d'exploitation. Publié en 1909, *Martin Eden* peut d'abord être lu comme le récit d'un apprentissage. Martin est un jeune marin pauvre, autodidacte, qui décide de devenir écrivain après sa rencontre avec Ruth

Morse, jeune femme issue de la bourgeoisie. Il se lance alors dans une extraordinaire entreprise d'auto-éducation : lecture, philosophie, littérature, apprentissage de la langue et de l'écriture. Mais derrière cette trajectoire individuelle se trouve une question profondément sociale : **peut-on réellement s'élever socialement par le seul mérite individuel ?**

Martin découvre une société divisée en mondes qui ne se comprennent pas. Sa propre expérience est celle du travail physique de la pauvreté et de la précarité. À l'inverse, la famille Morse appartient à une bourgeoisie qui bénéficie de la sécurité matérielle, du capital culturel et des relations sociales. La rencontre avec Ruth lui fait prendre conscience que **les différences sociales ne sont pas seulement économiques : elles sont aussi culturelles et symboliques**. Martin doit apprendre les codes de la bourgeoisie : parler correctement, connaître la littérature, maîtriser les usages mondains. Son as-

cension devient ainsi une véritable lutte pour l'acquisition du capital culturel, notion qui sera théorisée notamment par Pierre Bourdieu dans les années 70.

Le roman explore plusieurs questions : Le travail et l'exploitation, Comment être libre lorsque l'on doit vendre son travail pour vivre ? (Cette question concerne aussi bien l'ouvrier que l'artiste), la critique de l'idéologie du mérite.

Ce roman est aussi une critique de la bourgeoisie car Jack London porte un regard particulièrement sévère sur cette bourgeoisie respectable représentée par la famille Morse. Au début, Martin admire ce monde qu'il associe à la culture, à l'intelligence et à la réussite. Puis il découvre son hypocrisie. Lorsque ses manuscrits sont refusés, il est considéré comme un homme vulgaire et sans avenir. Lorsque ses livres deviennent des succès, les mêmes personnes changent immédiatement d'attitude. La valeur de Martin n'a pourtant pas changé.

Seule sa position sociale a changé. Le roman pose donc une question très actuelle : la société juge-t-elle les individus sur ce qu'ils sont ou sur ce qu'ils possèdent et représentent ?

Martin Eden est en somme une réflexion sur les classes sociales, le travail, le mérite, la réussite et les mécanismes de reconnaissance sociale.

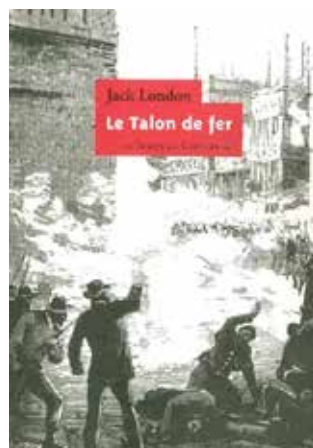
● Daniel Rome

« LA PESTE DE VOS DEUX MAISONS... »

Je ne suis pas une grande fan de Jack London. *Croc Blanc* et *l'Appel de la Forêt* étaient mes maigres références. Des lectures d'enfants... Tant m'avait échappé : son esprit critique, son engagement. Et *la Peste Ecarlate* aussi. Cette nouvelle d'anticipation, écrite en 1912 dans une période de guerre mondiale imminente résonne cent quinze ans plus tard comme on sonne un gong : ses vibrations ne peuvent laisser indifférent. En 2013, un virus mortel s'abat sur le monde, nous raconte le narrateur. A quelques années près, London prédisait le COVID. Stylistiquement, sur une thématique comparable, ma préférence va sans conteste au *Masque de la Mort Rouge* d'E.A Poe. Peut-être parce que la main inébranlable du destin écrase, sans états d'âme, tous les riches imbus persuadés de pouvoir danser pendant la fin du monde.

London se place dans la perspective d'un univers post apocalyptique. Face à la Peste Ecarlate, l'individualisme, la loi du plus fort et le meurtre ont condamné toute civilisation et c'est la voix chevrotante d'un ancien professeur d'université diminué par l'âge, la faim et le désespoir qui tente de transmettre à ses petits-enfants - sauvages, brusques et insensibles - et au lecteur, le récit de la régression de l'Humanité. Peine perdue : les petits manquent de vocabulaire autant que de références pour s'imaginer ce monde disparu. Ils ont perdu davantage encore. Le respect du sacré, des anciens et de l'histoire leur fait défaut. London nous prévient : l'avenir se dérobe à ceux qui oublient leur passé. Puissions-nous, lecteurs du XXI^{ème} siècle, en prendre bonne note !

Le Grand-Père, dans ses rêves d'universitaire quasi-sénile, garde toutefois une lueur d'espoir. Les générations à naître auront à leur disposition, quand ils y seront prêts, une bibliothèque dans laquelle il a réuni ce que sa civilisation avait écrit de plus brillant. Et un jour, pense-t-il, à la fin de cet âge sombre, ils redécouvriront l'écriture. Et le savoir.



Je n'étais pas une grande fan de Jack London. Mais force est de constater que cette nouvelle presque visionnaire donne envie de se pencher sur d'autres écrits, juste pour écouter ses analyses.

Le *Talon de Fer*, qui raconte l'installation d'une civilisation fasciste sur les cendres d'un capitalisme mortifère, ne mérite-t-il pas d'être attentivement consulté ? Juste au cas où ? Juste pour cultiver, nous aussi, l'espoir que la Bibliothèque du Futur, située

à Oslo et dont l'objectif est la transmission de manuscrits inédits des plus immenses auteurs du siècle (Margaret Atwood et Han Kang, entre autres), délivrera en 2114 ces récits dont nous sommes privés dans l'esprit d'humains cultivés, encore capables d'en apprécier toutes les subtilités.

● Alexandra Pichardie



JACK LONDON, JOURNALISTE CHEZ LES PROLOS

« Le peuple d'en bas » est paru en feuilleton dans le magazine socialiste mensuel « Wilshire's », de mars 1903 à janvier 1904 sous le titre « Le Peuple de l'Abîme ».

London eut un peu de mal à pouvoir aller mener son enquête dans les bas-fonds londoniens, mais **il tenait à voir « comment les gens vivent là-bas, pourquoi ils y vivent et ce qu'ils y font. Je veux, en un mot, partager leur existence ».**

Le récit de Jack London balaie la totalité des temps et conditions de vie dans l'East londonien. Il décrit minutieusement les conditions de logement, comme l'évolution de l'habitat : « le procédé de la saturation, par laquelle la valeur locative de tout un quartier monte, en même temps que la qualité de ses habitants descend ». Sa description de la « ville tentaculaire », de la densification de l'espace et de la dégradation de sa qualité de vie est d'une rude actualité. Pratique de classe, sans fard.

Ce peuple de l'Abîme tient du sous prolétariat : « Au fond de cet Abîme, on trouve les faibles, les abrutis par la boisson et les abrutis tout court. (...) la vie dans ces conditions est si précaire qu'elle se détruit d'elle-même, inéluctablement ». Un peuple qui « recycle des ruraux déracinés jusqu'à leur ôter toute énergie.

Ce peuple d'en bas, de l'Abîme, porte des stigmates de la société que subissent aussi celles et ceux qui se situent « à sa périphérie », aristocratie ouvrière, professions intermédiaires, artisans, commerçants/es. **London décrit en détail ces situations et les processus où l'on « glisse vers l'abîme ».**

La faim, la maladie, le manque d'hygiène et la précarité (déjà !!!) sont des invariants que l'auteur examine tout à tour, passant du journaliste au « sociologue » et se gardant de tout jugement à leur encontre.

On sent l'auteur très sensible au sort des enfants, à leur éducation à cette sorte d'assignation dans laquelle ils sont nés. L'action collective, qui pourtant pourrait offrir une perspective, n'est guère abordée ici et le syndicalisme naissant plutôt mal venu.

Plongeant son encre dans « l'Enfer », London s'attache aux corps, aux efforts, de celles et ceux qui triment 12, 13 ou 14 heures par jour, entre tuberculose, malnutrition et grossesses multiples.

Ses pages sur les asiles mettent en exergue ce mélange désastreux de pitié et de police sociale qui préside à leur fonctionnement.

S'il accorde peu de crédit à l'action du mouvement ouvrier naissant, il ne rompt pas avec la représentation dévalorisante de ses contemporains sur les femmes, trop invisibilisées, à mon sens, dans son œuvre. **London reste un témoin incontournable de son temps.**

● Patrick Vassallo



Le noyau de Cerises est constitué de Bruno Della Sudda, Catherine Destom-Bottin, Laurent Eyraud-Chaume, Olivier Frachon, Bénédicte Goussault, Alain Lacombe, Sylvie Larue, Patrick Le Tréhondat, Christian Mahieux, Henri Mermé, André Pacco, Alexandra Pichardie, Makan Rafatdjou, Daniel Rome, Patrick Vassallo, Josiane Zarka, Pierre Zarka, militant-e-s de l'émancipation qui cheminent ou ont cheminé au sein du réseau AAAEF, de l'Association Autogestion, de l'ACU, d'Attac, de la CGT, d'Ensemble, de FI, de la FSU, du NPA, du PCF, de Solidaires, de l'Union Communiste Libertaire...

Comme dit dans le Manifeste, nous voulons élargir l'équipe et fédérer d'autres partenaires. Pour donner votre avis écrire à contact@ceriseslacooperative.info

Abonnement gratuit en ligne
<https://ceriseslacooperative.info/abonnement-journal/>